

Communiqué de Bernard ACCOYER

L'acharnement des groupes parlementaires socialistes pour empêcher le législateur de sécuriser la conduite des psychothérapies et de protéger les usagers est surprenant.

La démarche parlementaire engagée pour apporter aux usagers toutes les garanties indispensables sur la formation et la compétence des personnes auxquels ils se confient, a été soutenue par beaucoup d'institutions publiques, par la plupart des fédérations et associations professionnelles de psychiatres, psychologues et psychanalystes, par les associations de victimes et de familles.

Seules quelques organisations de psychothérapeutes « autoproclamés » se refusent encore à admettre que les usagers ont le droit à la sécurité et à la qualité des soins en la matière.

Relayant leur position, les groupes parlementaires socialistes souhaitent obtenir la suppression des deux articles du projet de loi Médicament concernant les psychothérapies.

Devant ce grave problème de sécurité sanitaire et de santé publique, la position adoptée par les groupes socialistes de l'Assemblée nationale et du Sénat, inexplicable et inexplicée sur le fond, paraît mal venue, tant est grand le besoin de protéger les usagers qui peuvent trop souvent, dans le cadre actuel, devenir des victimes.

Les groupes politiques qui ont demandé cette annulation doivent une explication aux victimes, à leurs familles et aux professionnels de vouloir prolonger encore une situation désormais très largement reconnue et dénoncée, qui n'a que trop duré.